



« Cette statue n'appelle pas au souvenir, elle est une invitation à l'audace, à l'action politique ! »

Christian Levrat, conseiller national (FR), président du PS Suisse

Seules les paroles prononcées font foi.

A l'heure du zapping politique, à l'heure où il est de bon ton d'être sans mémoire, sans histoire, sans passé, permettez-moi de refuser le politiquement correct, le prêt à penser politique qui veut que pour être moderne il faille oublier d'où l'on vient. Au risque de déplaire à celles et ceux qui tentent d'occulter le long cheminement commun des syndicats et du parti socialiste, je pense qu'il est essentiel de cultiver la mémoire des combats anciens, d'inscrire notre action dans la continuité des idéaux de nos prédécesseurs, d'évoquer les grandes figures de notre mouvement.

J'ai voulu placer mon élection à la présidence du parti socialiste en mars dernier sous la figure tutélaire de Robert Grimm. Rédacteur de la Berner Tagwacht, leader du comité d'Oltén, conseiller national, chef de groupe aux Chambres, Conseiller d'Etat bernois : Grimm incarne l'évolution et la complexité des mouvements sociaux. Tour à tour révolutionnaire, réformiste, puis artisan des services publics bernois, sa vie constitue un condensé de l'ambition socialiste : défendre à long terme un autre modèle de société, développer à moyen terme nos solidarités, gérer au mieux les affaires publiques à court terme.

C'est également une illustration des revendications des grévistes de 1918. Des revendications matérielles d'abord avec par exemple l'introduction de la semaine de 48 heures, réformistes ensuite avec la promotion de l'AVS ou le droit de vote des femmes, révolutionnaires enfin avec l'introduction d'un monopole étatique sur les importations et les exportations ou l'obligation faite aux possédants de régler les dettes publiques.

Rappeler la personnalité de Robert Grimm, ce n'est pas se complaire dans une nostalgie qui nous préserverait d'aborder les défis de notre temps. Certains par inculture ou par dilettantisme estiment que s'inscrire dans cette tradition militante trouble le message réformiste de la social-démocratie moderne. Ce n'est pas uniquement une absence de mémoire politique regrettable, c'est une erreur de jugement. Il faut au contraire puiser dans l'exemple des grands anciens la force de remettre en question certaines certitudes de notre temps. De questionner sans cesse les réponses que nous apportons aux défis de notre époque.

Robert Grimm a géré la rupture entre le totalitarisme soviétique et la gauche helvétique, il a fait d'un projet révolutionnaire un projet réformiste, il a obtenu l'entrée des socialistes au Conseil fédéral, il a eu le courage de mettre les mains dans le cambouis

de la gestion gouvernementale. Il constitue pour moi l'alliance nécessaire entre la défense d'idéaux élevés et le pragmatisme indispensable à l'action politique.

Nous sommes aujourd'hui encore les porteurs des idéaux de 1918. Ce n'est pas étonnant, car ils sont ceux de la gauche depuis toute éternité : égalité des chances, répartition plus équitable des richesses, solidarité et justice sociale, respect de l'autre et de l'environnement. Les idéaux demeurent, mais leur mise en musique, leur traduction concrète, elle, doit être sans cesse développée, adaptée. Parce que le monde de 1918 n'est pas celui de 2008, parce que beaucoup des revendications des grévistes ont été satisfaites, parce que la social-démocratie est parvenue à imposer des avancées sociales déterminantes durant la seconde moitié du siècle dernier, nous devons être les acteurs d'une nouvelle étape dans l'évolution du parti socialiste.

Comme Grimm, nous devons inscrire notre action dans trois temps différents : celui de la vision révolutionnaire, celui de la réforme, celui de la gestion de la cité. Tous trois sont nécessaires à l'action de la gauche.

Comment en effet nier aujourd'hui la nécessité d'un débat sur le type de société dans lequel nous entendons vivre ? Comment considérer la crise que nous traversons comme le simple reflet d'une évolution naturelle du capitalisme financier ? Comment ne pas poser la question de notre vision politique et économique ? Au-delà des réponses immédiates, la gauche doit formuler des questions systémiques. Et y apporter des réponses : remettre au centre du jeu l'Etat, donc la décision collective. Placer l'humain au cœur de la vie des entreprises, donc démocratiser l'économie. S'assurer que les milieux financiers soient au service de l'économie réelle, donc réguler très strictement leur activité. Et garantir que le revenu du travail aille en premier lieu au salariés et pas aux spéculateurs, donc limiter la rémunération des managers.

Poser la question du développement à long terme de notre société ne nous dispense pourtant pas de la réformer à moyen terme, de moderniser par exemple nos assurances sociales ou de protéger efficacement notre cadre de vie. Comment mieux dire à la fois la continuité de notre engagement et l'audace de notre mouvement qu'en soulignant la campagne actuelle sur l'AVS. Nos pères et mères ont obtenu de haute lutte la mise sur pied de cette institution, la plus solide, la plus efficace de nos assurances sociales. Il nous revient de la moderniser, de faire en sorte qu'elle réponde aux besoins nouveaux de notre temps. D'en maintenir et d'en développer la pertinence dans une société qui évolue rapidement.

Nous devons poursuivre cet effort de réforme de nos assurances sociales au-delà du 30 novembre dans le domaine de l'AVS évidemment, mais l'étendre également à l'ensemble de nos mécanismes de solidarités. Des réformes ambitieuses sont à l'ordre du jour, et nous devons en être les acteurs. De même le parti socialiste doit poursuivre son engagement pour une plus juste répartition des richesses, et ceci passe par une revalorisation des salaires, une augmentation des rentes et des allocations pour enfants, ainsi qu'une politique déterminée dans le domaine des prix. Nous devons faire

notre l'objectif de réduire les coûts du logement, de la santé et de la mobilité. Et finalement, parce que les réformes structurelles de l'économie passent par une modification fondamentale de notre approvisionnement énergétique, nous nous battons pour augmenter la part des énergies renouvelables.

Vous allez me dire : ce n'est pas l'endroit pour exposer les priorités du parti socialiste pour cette législature. Hé bien je pense que oui ! que le meilleur hommage que l'on puisse rendre à Robert Grimm et à ses camarades, c'est de poursuivre leur lutte, de développer encore et encore une société plus juste. En rappelant en ce lieu nos trois priorités actuelles, la justice sociale, le pouvoir d'achat et la politique énergétique, nous poursuivons leur œuvre, nous restons fidèles à leurs idéaux. Et ils savaient comme nous que la fidélité à un idéal n'implique pas de rester figé dans les temps jadis, qu'elle ne passe pas par une nostalgie un peu oiseuse, mais par une action politique déterminée, courageuse, tournée vers l'avenir.

Camarades, vous le voyez, nous ne sommes pas ici pour remplir une obligation de mémoire. Cette statue n'appelle pas au souvenir : elle est une invitation à l'audace, à l'action politique et militante, elle nous dit – comme d'autres aujourd'hui sur d'autres continents – qu'il est possible de changer le monde. Que nous le pouvons, que nous le voulons, que nous allons poursuivre l'œuvre entamée.
